COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 6 NOVEMBRE 1982 — N° 182 — PRIX : ANTILLES 2 F FRANCE 3 F

Editorial

LE GOUVERNEMENT ANNONCE UN DÉBLOCAGE DES PRIX «SUR MESURE» POUR MIEUX MASQUER LE MAINTIEN DE FAIT, DU BLOCAGE DES SALAIRES.

Au premier jour de la sortie du blocage des prix, le gouvernement donne le ton. Les carburants augmentent. Désormais, essence, gaz-oil, gaz seront payés plus cher. Les tarifs d'Air-France, compagnie nationale ayant le monopole du transport passager et fret augmentent eux aussi.

On connait l'incidence des prix et des transports routiers et aériens sur les prix de revient des marchandises. Il y a donc tout lieu de penser que les prix sur les marchés ou dans les magasins vont connaître des augmentations en conséquence.

Ce ne sont pas les seules augmentations autorisées par l'état. Dans les jours qui viennent la valse des étiquettes va sûrement commencer. D'ailleurs aux dires de certains employés de commerce, elle a souvent pris quelques 15 jours d'avance.

Le gouvernement donne l'exemple des augmentations tout en annonçant que le contrôle des prix continue !

Il semble que le dispositif renforcé de surveillance des prix sera maintenu jusqu'à la fin de l'année 83.

Dans un premier temps, jusqu'à décembre 82, au niveau des entreprises les augmentations ne devraient se faire qu'en fonction d'accords nationaux par branche d'activités. Pour le commerce de gros et de détail, les marges hors taxes devraient être maintenues au niveau atteint au 15 octobre 1982. C'est à dire que les marges commerciales qui avaient été réduites du fait que les commerçants avaient reçu des produits avec des prix plus élevés en juillet et août 82 et qu'ils étaient obligés de revendre aux prix fixés au 11 juin 82, ne pourront pas être rattrapées. C'est en tout cas ce qui est dit !

Bref, d'après le gouvernement et ses représentants locaux, toutes les mesures sont prises pour éviter une flambée des prix.

Malgré ces assurances qui ne coûtent évidemment pas très cher, elles, le consommateur n'est pas très rassuré.

Comment penser qu'il n'y aura pas de flambée des prix quand les indices officiels, durant les 4 mois de blocage tournaient déjà autour de 0,3 à 0,9 % d'augmentation par mois ? Comment penser qu'il n'y aura pas d'augmentations importantes des prix lorsque le gouvernement le premier donne l'exemple de ce qu'il ne faut pas faire ?

Les longues explications des autorités sur le cortège de mesures prises pour assurer un déblocage progressif des prix, apparaît comme une vaste opération publicitaire à destination des couches laborieuses.

C'est aussi une façon de faire passer le ralentissement des hausses de salaires.

Là aussi d'ailleurs, le gouvernement donne le ton. Le SMIC qui devait être augmenté au 1er novembre ne le sera en fait qu'à partir du 1er décembre, les fonctionnaires, eux, voient leurs salaires majorés de 3 % et dans les différentes branches professionnelles aucune négociation sérieuse n'est annoncée sur le déblocage

Suite page 3

MARTINIQUE

OCCUPATION DE TERRES A SAINTE-MARIE ET A RIVIÈRE-PILOTE



De vastes domaines qui appartiennent aux békés... sont livrés aux cultures d'exportation.

A Rivière-Pilote, de jeunes agriculteurs du CDJA (Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs) se sont installés sur 5 hectares de terres de l'habitation Fougainville. Ils ont commencé à défricher et à planter.

Ces jeunes agriculteurs soulèvent un coin du voile sur les magouilles de l'organisme appelé SAFER. Cet organisme a pour rôle d'empêcher la spéculation sur les terres en rachetant celles qui sont en vente pour permettre aux jeunes agriculteurs de s'installer. Or la SAFER refusait de faire jouer son droit de premier acheteur. Et l'attitude de cet organisme s'explique quand on sait que son président M. Thémia est connu comme étant un homme des békés.

Mais cette fois les jeunes se sont décidés à occuper les terres de cette habitation qui était laissée à l'abandon. Ils ont reçu le soutien de partis comme le MIM et le PCM.

Par ailleurs, des jeunes ont occupé à Sainte-Marie des terres elles aussi laissées à l'abandon. Ils se disent décidés à planter pour pouvoir vivre.

Nous soutenons l'attitude des jeunes qui participent aux occupations de terres. Car c'est un scandale que de voir les milliers d'hectares de terres en friches, alors que de nombreux jeunes réclament des terres : ce problème a été d'ailleurs au centre de la dernière réunion du CDJA. Au cours de cette réunion les jeunes agriculteurs ont élu une nouvelle direction qui, à ses dires, ne semblait pas décidée à attendre longtemps pour obtenir des terres, afin de travailler.

GUADELOUPE

NOUVELLES MANIFESTATIONS DE PÊCHEURS A POINTE-A-PITRE

La semaine dernière les pêcheurs guadeloupéens sont descendus dans les rues de Pointe-à-Pitre. Ils exigeaient qu'une solution soit trouvée à leur différent avec les autorités d'Antigue qui ne veulent plus voir les pêcheurs guadeloupéens dans leurs eaux. On s'en souvient un bâteau désiradien avait même été arraisonné par les autorités de ce pays, bâteau qui fut rendu à son propriétaire la semaine dernière. Mais la remise du bâteau n'a pas résolu pour autant les problèmes que rencontrent quotidiennement les pêcheurs guadeloupéens. Et c'est parce que le problème reste entier que ces derniers ont décidé de manifester mercredi dernier afin d'exprimer leur mécontentement et exiger de l'administration une solution à leurs problèmes.

Ainsi les pêcheurs ont décidé de crier haut leur mécontentement car estiment-ils l'administration coloniale les trompe.

Ce problème ne date pas d'aujourd'hui et aucune solution n'a jamais été cherchée à ce problème. Comme pour se donner bonne conscience, l'administration accuse aujourd'hui ces pêcheurs en leur reprochant de n'avoir pas protégé leurs fonds marins. C'est là une accusation facile quand on sait combien la pêche est mal organisée ici en Guadeloupe. Des centaines d'hommes partent chaque jour sur de petites barques en haute mer, huit à douze heures pour ramener quelques kilogrammes de poisson. Aucune politique de formation des pêcheurs n'est entreprise. La rationalisation de cette profession est d'urgence nécessaire. Et quel scandale de s'entendre répondre que la solution du litige avec le gouvernement d'Antigue ne peut-être résolue que par la C.E.E. à plus de 7000 km d'ici ! Comment est-ce possible pour résoudre des problèmes de voisinage d'aller si loin chercher des gens "compétents" pour le faire.

En fait, il n'y a pas que la pêche qui est mal organisée dans ce pays, c'est l'ensemble de l'économie de ce pays qui connaît cette anarchie.

Deux plans de développement de la pêche ont déjà vu le jour ici, mais ces plans n'ont fondamentalement rien changé car ils ont été faits au mépris de ceux qui sont avant tout concernés à savoir les pêcheurs.

GUADELOUPE

MICHAUX CHEVRY : ELLE CAUSE ET ELLE DRAGUE... LES VOIX DES ÉLECTEURS

Depuis que Michaux Chevry a été installée à la tête du Conseil Général, une journée ne passe pas sans que cette dernière ne fasse de déclarations ronflantes dont la dernière en date fut "la départementalisation économique doit précéder la départementalisation politique". Pourtant, il n'échappe à personne que depuis plus de trois siècles, cette population qui a bâti ce pays n'a jamais eu un quelconque pouvoir politique afin de décider de son propre avenir, puisque esclave jusqu'en 1848, elle vit la colonisation depuis. Aussi, depuis des décennies on ne cesse de nous parler de développement économique décidé et étudié à sept milles kilomètres d'ici sans jamais que nous ayons notre mot à dire. Ce procédé rentre bien dans le cadre d'une politique, la politique coloniale de la France des possédants en Guadeloupe. Et, ce n'est pas le gouvernement socialiste qui changera quoi que ce soit à cette situation ; en tout cas il ne manifeste pas la volonté de le faire. Alors départementalisation économique d'abord ou pouvoir politique tout court ?

En réalité, par toutes ces déclarations ronflantes (mais floues) Michaux-Chevry se pose en personne responsable, en dirigeante. Elle étudie ces dossiers et donne l'impression de s'inquiéter des problèmes de la population en mettant en avant, en paroles, l'intérêt général.

Mais qu'est-ce que c'est que la départementalisation économique. Est-ce le contrôle de la production par ceux qui la produisent effectivement ?

Si cette départementalisation doit s'appuyer sur la diversification des cultures, il y aura t-il une politique d'organisation du marché sur lequel ces produits vont être écoulés ? D'où viendra l'argent nécessaire à une telle politique ? Mais aussi quelle politique sera adoptée face à l'import "export" qui contrôle, dans sa totalité, le marché ici ?

En réalité, tout ce ramage de Michaux-Chevry n'est au fond que du vent. Michaux-Chevry se promène partout des baptêmes aux enterrements en passant par les anniversaires de vieillards (la centenaire) !

Elle joue à fond sur la corde sentimentale donne l'impression de «travailler à fond sur les dossiers» dans le but de draguer les voix des électeurs aux futures élections pour l'Assemblée Générale et régionale et rien d'autre.

MARTINIQUE

FR3 : CENSURE MESQUINE

Comme suite à la démission d'Édouard Jean-Élie, la direction de FR3 - Martinique a décidé d'enlever au Groupe Révolution Socialiste le temps d'antenne dont il disposait à la télévision dans l'émission «La parole aux partis politiques».

Selon les critères définis par la direction de FR3, pour être admis à participer à cette émission, il fallait avoir un siège au Conseil Général ; le GRS remplissait cette condition, tant qu'Édouard Jean-Elie en était membre. Jean-Élie ayant démissionné du GRS, la direction de FR3 en prend prétexte pour exclure le GRS de cette émission.

Nous à Combat Ouvrier protestons contre ce coup bas porté au GRS. Nous sommes d'autant plus fondés à le faire que nous-mêmes sommes exclus de cette émission pour la raison que nous n'avons pas d'élus au Conseil Général.

Ce critère posé par la direction de FR3 est purement arbitraire et discriminatoire.

Arbitraire parce que l'obligation d'avoir un élu pour participer à une rubrique télévisée ne prend pas en compte la réalité politique de la Martinique. Si Combat Ouvrier et le GRS aujourd'hui, sont privés d'antenne, avec ce règlement de FR3, on a assisté par contre à la résurrection d'un parti mort depuis plus de 10 ans, l'UDM (Union Démocratique Martiniquaise). Ce parti n'a d'existence qu'en la personne de son «élu» Maître Lucien, conseiller général du Robert. Mais, règlement de FR3 aidant, l'UDM ou plutôt Maître Lucien expose le point de vue de la droite tous les 15 jours à la télé.

Discriminatoire, car FR3 a le droit souverainement, sans aucun recours, de décider qui passera et qui ne passera pas à l'antenne. Hier ce droit s'exerçait contre toute la gauche. Aujourd'hui, c'est l'extrême-gauche trotskyste, C.O. et GRS qui en pâtit.

Il faut signaler qu'à part Jean-Élie, aucun parti de gauche n'a à notre connaissance protesté contre la censure dont sont victimes nos camarades du GRS. Est-ce parce que la disparition du GRS de l'antenne arrange finalement ceux qui critiquent le GRS pour n'avoir pas apporté un soutien total au gouvernement ?

En tout cas cet épisode montre que FR3 sous Mitterrand comme sous Giscard est peu disposée à donner la parole à tous ceux dont le point de vue peut déranger. Là aussi sous le flot de belles paroles, c'est dans les faits la continuité dans les attaques contre la liberté d'expression.

Mais de toutes façons, ce n'est pas le fait de ne pas pouvoir être exposées sur les antennes de FR3 qui empêchera les idées révolutionnaires de circuler. Elles ont circulé depuis des années sans FR3 elles continueront aussi sans FR3.

MARTINIQUE

CINÉMA : MISSING

Actuellement passe sur les écrans de Fort-de-France un film du réalisateur Costa-Gavras, intitulé «Missing» ce qui signifie «Porté disparu».

Ce film montre l'histoire d'un père qui tente de retrouver son fils, porté disparu quelques jours après le coup d'état de septembre 1973 au Chili, coup d'état qui a vu la prise du pouvoir par les militaires dirigés par Pinochet, après l'écrasement du gouvernement du socialiste Salvador Allende.

Le père va donc au Chili, et parce qu'il est citoyen américain, et parce qu'il est riche, il peut circuler relativement librement ; il peut se rendre compte que le coup d'état que l'on présente comme le simple remplacement d'un gouvernement ennemi des Etats-Unis par un gouvernement ami, n'est qu'un vaste massacre des opposants aux militaires.

Et malgré les tentatives des représentants de l'ambassade des États-Unis pour cacher les liens noués entre eux et les militaires putschistes, le père découvre les raisons de la mort de son fils, celui-ci par hasard s'est rendu compte du rôle qu'ont joué des officiels américains auprès des militaires chiliens dans la préparation matérielle du coup d'état de septembre 1973. Il était devenu un témoin gênant qu'il fallait supprimer.

Et par delà l'histoire, il y a les images poignantes de répression féroce consécutive au coup d'état. Ce sont les prisonniers, parqués dans un stade, attendant un interrogatoire, qui décidera de leur sort. Ce sont les rafles de personnes suspectées d'être des opposants. C'est la visite de la morgue, où des centaines de cadavres attendent d'être identifiés. Ou encore les cadavres des victimes de la répression qui passent dans la rivière, près d'un hôpital psychiâtrique où sont enfermés les prisonniers devenus fous après les tortures de leur interrogatoire. Ce sont les livres catalogués comme "subversifs" que l'on brûle, les coups de feu qui claquent sans sommation dès que l'on a été surpris dehors après le couvre-feu.

Voilà décrite la sauvagerie avec laquelle l'état bourgeois reprend les choses en mains, lorsqu'il pense que son pouvoir a été menacé. Et il montre aussi les liens entre les militaires et l'impérialisme américain qui est le commanditaire du coup d'état.

Et, chose significative, le procès intenté par l'industriel aux officiels américains pour leur complicité dans l'assassinat de son fils se terminera par un non-lieu pour l'état américain : l'état bourgeois protège ses représentants jusqu'au bout.

C'est donc un film à voir et à faire voir !

GUADELOUPE

A PROPOS D'UNE AFFIRMATION ERRONÉE DE ZANDRONIS DANS LE MAGAZINE GUADELOUPÉEN

Dans le dernier numéro (nº 9 - octobre 82) du Magazine Guadeloupéen Zandronis écrit : dans un article sur le MPGI :

«Les trotskistes de tous bords, non seulement ne refusèrent pas l'aubaine qui leur était offerte en se précipitant sur «Radyo-Inité, mais crurent un instant qu'ils allaient pouvoir noyauter Reinette et ses amis pour pouvoir sur le plan politique en tirer bénéfice».

Ils proposèrent rencontre sur rencontre. «plate formes communes» etc. . .».

Nous tenons à mettre en garde les lecteurs du Magazine Guadeloupéen contre cette présentation fausse des rapports des trotskistes avec le MPGI. Pour ce qui concerne notre tendance, la participation à Radyo-Inité ne fut pas «une aubaine» comme l'écrit Zandronis qui a une vision bien étroite de la politique, mais une tentative d'agir de façon unitaire avec un mouvement qui affirmait ses opinions unitaires.

Effectivement nous avons accepté l'invitation du MPGI parce qu'il nous semblait juste de participer aux efforts pour faire marcher une radio où tous les anticolonialistes pouvaient s'exprimer plutôt que de gaspiller les efforts de militants, sympathisants et soutiens de toutes sortes à se doter séparement d'une radio (et à la faire fonctionner) pour chaque organisation.

Si cela n'était plus possible, nous nous donnerions évidemment les moyens de faire une telle radio, mais pour le bien du mouvement anti-colonialiste il vaut mieux éviter la dispersion et le gaspillage des énergies et des efforts (temps, argent, etc. . .).

Zandronis ne comprend peut-être pas ce que cela signifie, mais ceux qui se consacrent à l'organisation, à la progression de la lutte anti-colonialiste et de la lutte révolutionnaire et à toutes ses tâches : éducation, propagande, organisation, agitation. . . comprennent bien qu'il vaut mieux chaque fois que possible unir les efforts même quand on a des divergences politiques (même sérieuses) face à l'ennemi commun. C'est faire preuve de responsabilité en face de notre peuple.

Pour agir avec d'autres groupes ou organisations nous n'avons pas besoin de les «noyauter». Nous ne réclamons ni au MPGI ni à d'autres d'abandonner leurs idées pour agir en commun.

Mais inversement nous ne voyons pas pourquoi il n'y aurait pas en permanence (outre l'action unitaire) une réelle confrontation des analyses et des idées parmi les militants appartenant à différents groupes anti-colonialistes.

Le levain principal d'une lutte révolutionnaire c'est l'éclaircissement de la route à prendre par la discussion et la confrontation fraternelle des idées.

Seuls les partis et les groupes qui veulent cacher aux masses leurs buts réels peuvent craindre une telle attitude de discussion fraternelle et une telle confrontation des idées politiques et des programmes.

«Noyauter» pour «tirer un bénéfice politique» cela fait peut être partie des idées et des méthodes de Zandronis ou de ses amis politiques, ce ne sont pas les nôtres.

C. Rocha.

GUADELOUPE

BASSE-TERRE : MANIFESTATION DE SOUTIEN A SAFRANO, VIRGINIE TOM ET ALEXANDER

Une manifestation de soutien à Safrano, Virginie Tom et Alexander a été organisée le vendredi 29 octobre à Basse-Terre. Cette manifestation, préparée par le Comité de soutien aux emprisonnés qui regroupe différentes organisations politiques et syndicales (Combat Ouvrier, MPGI, GTA, GRS, le MASU, les comités de soutien des Nouvelles Galeries et de la Sécurité Sociale) a regroupé près de 200 personnes. Le rassemblement a eu lieu au square Pichon en face de la Prison de Basse-Terre où sont internés Max Safrano et Alexander. En début de soirée un groupe de gro' ka et de steel band a mis de l'animation. Puis chaque organisation prit la parole pour dénoncer la répression coloniale et affirmer sa volonté d'arracher les trois travailleurs des geôles coloniales.

La manifestation se termina tard dans la soirée par une projection de diapositives qui a présenté les emprisonnés et dénoncé la répression coloniale contre les opposants politiques et les jeunes qui se révoltent contre leur situation de chômage.

Des cartes de soutien furent vendues pour être expédiées aux emprisonnés ; Si cette manifestation a rassemblé moins de monde que celle de Pointe-à-Pitre, elle a regroupé un certain nombre de jeunes et de travailleurs de Basse-Terre, qui se sont sentis concernés. Ils auront la tâche de communiquer à d'autres les mêmes sentiments et de les mobiliser pour d'autres actions de soutien plus larges.

GUADELOUPE

THÉÂTRE HORIZON : EN SOUTIEN AUX EMPRISONNÉS

Le vendredi 13 novembre, le théâtre Horizon, présentera sa nouvelle pièce : «On sel bête, trois têtes», en soutien aux emprisonnés anti-colonialistes : Max Safrano, Virginie Tom et Peter Alexander ;

Le produit de la recette réalisée ce soir là sera versée à l'action de soutien aux emprisonnés.

La représentation aura lieu dans la «salle des associations» au Moule à 19 H.

VENEZ NOMBREUX !

MARTINIQUE

UN RETRAITÉ SAIGNÉ PAR LES IMPÔTS

Nous avons rencontré un instituteur retraité de Trinité, Monsieur André Gally qui nous a fait part des problèmes qu'il vient d'avoir avec la perception des impôts. Monsieur Gally a tenu lui-même à faire cette déclaration, car dit-il, «j'ai l'habitude de prendre mes responsabilités».

«Depuis quelques temps, ma femme et moi sommes imposés abusivement. Nous refusons de faire des déclarations d'impôt et on nous a imposé la somme de 56.000 Francs avec les majorations pour les deux ans écoulés.

J'ai été avisé qu'on prélèvera de l'argent sur ma retraite et depuis plusieurs mois, on m'a enlevé 3.000 Francs par mois.

Et subitement ce mois-ci, sur les 9.000 Francs de salaire mensuel de ma femme on a prélevé 6.000 Francs. Cela fait un prélèvement total de 9.000 Francs sur le ménage.

Ces retenues sont intolérables. Nous avons acheté une maison, notre seul bien et ma femme doit verser 3.600 Francs de traite par mois au Crédit Agricole. Et cette maison n'est pas habitable.

Je vais voir le percepteur à la perception, non pas pour lui dire que je ne veux pas payer, mais parce que le règlement qui nous est imposé à une allure de méchanceté. Je propose à la personne qui m'a été présentée comme étant le percepteur de continuer à payer les 3.000 Francs sur ma retraite, car je ne peux pas faire différemment. Je discute avec lui pendant 2 heures, et il reste sourd à toutes mes paroles.

Par la suite, on m'apprend que la personne que j'ai vue n'est pas le percepteur, mais son adjoint ! A aucun moment je n'ai su cela !

Donc le lendemain, je retourne pour voir le percepteur. On m'introduit devant la même personne. Je lui demande son nom. Il dit être Monsieur Moravie. Je lui demande à voir le percepteur , il lui téléphone et à ce moment, il m'apprend que le percepteur est en réunion et qu'il part en vacances jusqu'au 22 novembre : il ne peut donc me recevoir. Est-ce que vous croyez que c'est sérieux ; ça ?

Il faut signaler que le fameux adjoint du percepteur m'a dit que c'était normal et légal, ce qui m'arrivait ! L'état ne peut attendre ! Et il me conseille de prêter de l'argent à la banque !

Pendant que l'on m'étrangle, on va donner 6 millions de francs à Cointreau pour le déficit de son usine au Galion ! Peut-être est-ce sur mes quelques sous que l'état compte pour payer Monsieur Cointreau ?

J'ai dit à l'adjoint du percepteur : «La loi que vous appliquez est inhumaine ! Vous me poussez au suicide». Il m'a répondu que cela ne changerait rien et que mes enfants paieraient après ma mort !

Voilà donc comment on traite les citoyens en Martinique. Est-ce que l'attitude de ces gens de l'état français ne pousse pas tout le monde au suicide ?

Je ne reconnais le droit, ni au percepteur, ni au Trésorier-Payeur Général de saisir le fruit de mon travail, car c'est mon bien.

Si un entrepreneur doit de l'argent à l'administration, on doit le citer en justice. Pourquoi en serait-il différemment pour un fonctionnaire ?

C'est à la justice de me condamner à payer et selon mes moyens, et non à un fonctionnaire de décider tout seul et de fixer une somme exorbitante».

SUITE DE L'ÉDITORIAL

des salaires. Bien au contraire le gouvernement Mauroy-Delors a répété que l'augmentation globale des salaires pour 82 ne devrait pas excéder 8 %.

En fait la série de mesures annoncées sur les limitations du déblocage des prix, est bien plus destinée à faire accepter le maintien du blocage des salaires et de toute façon à faire accepter par les travailleurs, au nom de la solidarité et de la rigueur une baisse certaine de leur niveau de vie.

Au delà de l'acceptation à peine voilée de cette politique d'austérité par les syndicats, ce sont les travailleurs qui peuvent faire savoir par la lutte déterminée qu'ils refusent de faire les frais de cette politique.

AUGMENTATION DE L'ESSENCE ET DU GAZ

L'essence et le gaz ont encore augmenté. De telles augmentations pèsent particulièrement lourd sur le budget des travailleurs, car ce sont des produits de première nécessité, parce qu'elles se répercutent aussi à plus ou moins longue échéance même sur le prix des transports en commun, et touchent ainsi même les couches les plus pauvres de la population. Une telle augmentation, qui fait suite à une longue période de blocage des salaires, est une nouvelle preuve des projets du gouvernement concernant la crise économique. C'est décidément aux travailleurs qu'il veut en faire faire les frais.

Peut-être le gouvernement Français pense-t-il que lorsqu'il aura dépouillé les travailleurs de tout leur argent, ceux ci en reviendront à la charette à bœuf et au réchaud à charbon ?

MARTINIQUE

LE CARREFOUR DE LA MORT A ENCORE TUE

Depuis maintenant plus d'un mois, les feux tricolores réglant la circulation à Sainte-Thérèse au niveau du carrefour du Parnasse et de l'entrée de la Transat, sont déréglés.

La route de Sainte-Thérèse est l'une des routes les plus passantes de Fort-de France. Le carrefour est dangereux. Dangereux parce que très large : c'est une route à 4 voies. Dangereux parce qu'il est très mal éclairé. Dangereux parce que au niveau du cinéma Parnasse se trouve un espèce de dos d'âne qui gène la visibilité. Dangereux parce que le quartier est très peuplé. Les feux tricolores étaient le seul moyen de diminuer un peu les risques. Depuis qu'ils sont tombés en panne, ils n'ont jamais été réparés. Depuis qu'ils sont tombés en panne, il y a déjà eu deux accidents mortels.

Le premier mort est un jeune écolier d'origine guadeloupéenne, circulant à moto qui s'est fait renverser par une voiture il y a 3 semaines. Il avait 18 ans.

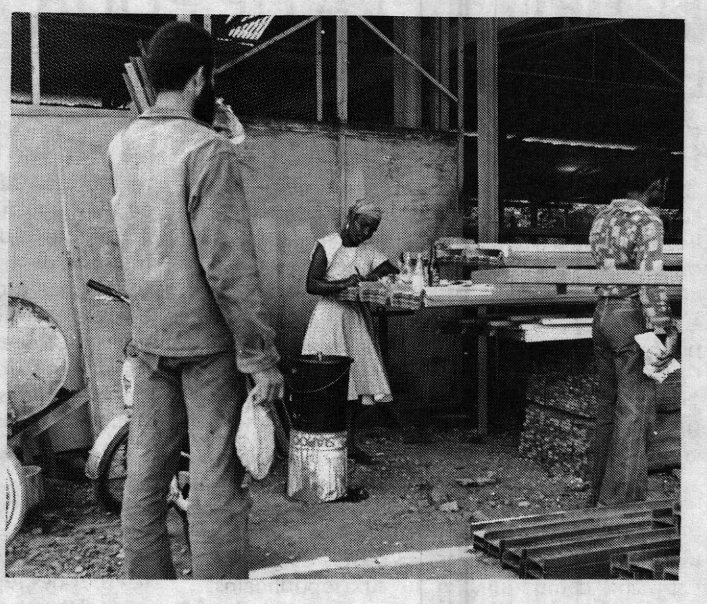
Dimanche soir, c'est un ouvrier d'une quarantaine d'années qui a été tué.

L'administration qui n'a jamais réparé les feux de Sainte-Thérèse a deux morts sur la conscience.

ÉCHOS DES ENTREPRISES







CENTRE HOSPITALIER P.A.P. ABYMES :

CUISINE-DIÉTÉTIQUE FINALEMENT LA DIRECTION N'EST SENSIBLE QU'A NOTRE COLERE.

Lundi matin, nous nous sommes retrouvés à plus d'une dizaine dans les bureaux de la Direction. Nous étions allés lui réclamer le remplacement d'un agent absent depuis près d'un mois au service de diététique.

En effet, l'une de nos camarades, en avait assez de se retrouver seule à faire le travail de 2 agents. Elle avait à maintes reprises demandé le remplacement de sa collègue. Toutes ses démarches étaient restées vaines, et, n'en pouvant plus, elle a demandé à ses collègues de la cuisine de l'accompagner à la Direction.

C'est ainsi que plusieurs d'entre nous partageant son raz de bol, avons décidé d'intervenir.

Notre intervention et notre détermination à voir ce problème réglé rapidement ont été payantes ; la Direction, dès le lendemain, remplaça l'agent en congé.

Dorénavant, nous saurons comment faire pour régler nos problèmes.

C'ÉTAIT . . . COMME A LA MARINA

Ils n'avaient pas seulement les pieds dans l'eau, mais bien tout le corps.

Ils, ce ne sont pas les habitants de la marina, mais bien le personnel et les malades de Pneumologie à Ricou.

Un tuyau a pété, lundi et il a fallu bien une heure pour trouver la vanne d'alimentation.

La vanne retrouvée, il a fallu une journée pour réparer la panne.

Conséquences, les malades hommes ont dû aller se laver chez les femmes.

Pour une fois, leur barrière entre malades femmes et hommes avait sauté.

En tout cas nous n'étions pas heureux d'avoir à sécher l'eau et à nettoyer.

UNE NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LES TRAVAILLEURS.

Une fois de plus, le Gouvernement s'en prend aux travailleurs et aux plus démunis.

BEREGOVOY, le Ministre de la Sécurité Sociale vient de faire voter par le parlement une loi instituant un forfait hospitalier de 20 F que devra payer chaque malade pour les repas.

Craignant sans doute, les protestations s'il diminuait le taux de remboursement de l'hospitalisation ou s'il augmentait le prix de la journée, le Gouvernement propose cette mesure hypocrite.

C'est un nouveau coup porté contre les malades et contre les pauvres. Les riches, eux, de toute facon, ne seront pas plus gênés qu'auparavant lorsqu'il s'agira de payer.

Cette nouvelle attaque montre bien l'attitude du Gouvernement soi-disant socialiste ! il s'en prend sans arrêt à la population laborieuse.

Nous n'avons donc aucune confiance à lui faire mais à bien nous préparer à ne pas accepter l'austérité, les restrictions et la diminution du niveau de vie.

GUADELOUPE

BEAUPORT : LA GESTION DE L'USINE CHANGE DE MAINS.

Nous avons exigé que le contrat de gérance du capitaliste Despointes ne soit pas renouvelé pour la campagne sucrière 1983.

En effet, si nous avons accepté que Despointes prenne en gérance Beauport, nous nous sommes toujours méfiés de lui. C'est ainsi que nous nous sommes aperçus que celui-ci ne remplaçait volontairement pas les pièces usées de certaines machines.

Il s'agissait de sa part d'un véritable sabotage visant à démontrer que l'usine n'était plus fiable et qu'en conséquence il fallait la fermer. Telle a été notre conclusion. C'est pourquoi nous en avons saisi le conseil général et exigé le départ de Despointes. Ce dernier n'a donc plus la gérance de l'usine, c'est la Société sucrière de Marie-Galante qui l'assurera. Ce ne sera peut-être pas mieux qu'avec Despointes, mais nous saurons rester vigilants.

GUADELOUPE

GROSSE MONTAGNE : SIMONNET CRIE MISERE POUR SOUTIRER DE L'ARGENT AU GOUVERNEMENT.

Cette année encore notre direction crie misère. Elle n'aurait pas semble-t-il les moyens financiers pour entamer la prochaine campagne. Elle devrait plusieurs centaines de millions. Et comme de bien entendu elle menace. L'usine fermera si les pouvoirs publics ne lui accordent pas les millions de subventions dont elle a besoin.

Après avoir en vain tenté de se faire exonérer de ses impôts fonciers notamment, voilà que nos patrons se lancent maintenant dans un chantage déjà expérimenté par nombre de capitalistes sur les pouvoirs publics : ou vous nous donnez de l'argent, ou nous fermons disent-ils en substance. Nous pouvons prendre le pari que le gouvernement marchera et Monsieur Simonnet aura ses millions de subventions. Mais nous pourrions lui demander des comptes sur cet argent, notamment sur son utilisation réelle, car après tout c'est aussi notre argent puisqu'il provient des pouvoirs publics.

65 ème ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE. RENOUER AVEC LES TRADITIONS RÉVOLUTIONNAIRES

Il y a soixante cinq ans, les travailleurs russes prenaient le pouvoir. . . Ils mettaient non seulement fin au pouvoir des tsars qui depuis des siècles opprimaient cruellement des millions d'êtres humains dans cette partie du monde, mais aussi à la domination de la bourgeoisie capitaliste.

Au préalable, pendant des mois, les ouvriers des villes et les paysans organisés dans leurs «conseils» (les soviets), les soldats révolutionnaires, ont exercé leur pression pour faire tomber le pouvoir oppresseur. Et ce sont ces soviets qui seront la base de la révolution prolétarienne et du pouvoir ouvrier.

Ce sont des conseils ouvriers paysans et soldats qui se sont formés dans les usines, dans les quartiers, à la campagne, dans les casernes. Dans ces conseils, les travailleurs discutent, s'organisent, prennent les décisions, votent, élisent leurs délégués. Ils organisent la police, le ravitaillement, enfin toutes les questions grandes et petites qui les concernent. Ils constituent un véritable pouvoir.

Le parti bolchévique dirigé par Lénine et Trotsky, avec ses cadres, ses agitateurs, son implantation profonde dans les usines, dans les villes, sera le parti dans lequel les travailleurs se reconnaîtront, pour faire la révolution. Ses mots d'ordre et ce que disent ses dirigeants rejoignent les sentiments de la grande masse des travailleurs. C'est donc ce parti que les travailleurs qui en ont assez de la famine, de l'exploitation, de la guerre impérialiste qui est en cours, qui en sont assez de la domination du tsar et des capitalistes, c'est ce parti qu'ils choisiront dans leur majorité et avec lequel ils déclencheront l'insurrection du 24-25 octobre 1917.

Cette prise du pouvoir, les ouvriers révolutionnaires, les bolchéviques, la considèrent d'emblée comme le premier pas vers la révolution mondiale. Celle qui, peu à peu, devra embraser toute l'Europe et où les



Léon Trotsky organisateur de l'insurrection d'octobre et de l'armée rouge pendant la guerre civile

ouvriers des autres pays à l'exemple de leurs frères russes, abattront les régimes capitalistes et érigeront des états ouvriers révolutionnaires — première phase d'un système socialiste mondial. Ce système devait en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme et libérer des peuples entiers du joug capitaliste et colonial.

Mais, pour de multiples causes, les révolutions prolétariennes échouèrent notamment en Allemagne et en Hongrie, et la situation révolutionnaire qui existait dans plusieurs pays ne se transforma pas en véritable révolution. La révolution mondiale recula partout, laissant la Russie soviétique isolée face aux assauts économiques et militaires des pays capitalistes génés par l'existence de cet état révolutionnaire.

Pour cette raison et aussi parce que la classe ouvrière avait payé par la perte de ses meilleurs éléments son engagement sans bornes dans la révolution et dans la guerre civile de 4 ans qui suivit, à cause du caractère arriéré du pays et de la pénurie qui y sévissait, les travailleurs russes perdront peu à peu le pouvoir au profit d'une bureaucratie.

La mort de Lénine ne facilita pas la lutte de ceux qui, comme Trotsky et d'autres ne veulent pas de cette bureaucratie montante. Cette dernière va s'accaparer, malgré tout, du pouvoir avec Staline à sa tête.

Elle abandonnera purement et simplement la ligne révolutionnaire pour se lancer dans une politique de sabotage systématique des mouvements révolutionnaires qui éclatent dans différents pays ; elle liquidera physiquement toute la génération révolutionnaire qui a fait la révolution de 1917 et mènera une politique de dictature ignoble dans tout le pays, érigeant en loi l'emprisonnement, la liquidation physique, la déportation, le travail forcé, la falsification, le culte de la personnalité . .

Cette politique conduira la bureaucratie non seulement à saboter toute tentative révolutionnaire des ouvriers mais à les écraser férocement comme en Hongrie en 1956 où l'Armée Rouge liquide systématiquement avec ses chars les travailleurs révolutionnaires hongrois.

L'entrée des troupes russes en Tchécoslovaquie, les pressions et les menaces sur les travailleurs polonais actuellement en lutte pour plus de liberté et pour un meilleur sort, la guerre menée aujourd'hui contre les nationalistes Afghans, tout cela est une des conséquences monstrueuses du stalinisme à l'échelle mondiale.

Et la bureaucratie stalinienne a toujours commis ses pires forfaits, ses pires actes de gangstérisme au nom du communisme au nom du socialisme, au nom de Marx et de Lénine.

Aujourd'hui, pour des millions d'ouvriers «communisme» est donc synonyme de manque de liberté, d'emprisonnement de ceux qui ne pensent pas comme le pouvoir, d'internement des contestataires dans des hôpitaux psychiatriques, synonyme aussi d'occupation militaire, de répression, et sur le plan économique de disette, de pénurie, de pauvreté. . .

Voilà l'image que la bureaucratie stalinienne a donné du communisme à des millions d'ouvriers et de jeunes pourtant épris de changement.

Et voilà pourquoi, entre autres, tant de travailleurs, tant de jeunes ne croient plus au communisme et versent dans le scepticisme et le découragement.

Mais il faut savoir que ce qui se passe actuellement en Union Soviétique et la politique internationale des dirigeants russes n'ont rien à voir avec le communisme. Absolument rien. Les bureaucrates ont utilisé à leur profit le nom de Lénine, ses écrits et la révolution d'octobre 17 à des fins tout autres que révolutionnaires.

Il ne peut y avoir de communisme sans liberté, il ne peut y avoir de communisme contre la majorité ni sans l'exercice du pouvoir par la population elle même.

Il ne peut y avoir de lutte communiste sans une volonté farouche de débarasser toute la planète des exploiteurs capitalistes, des dictateurs sanglants, sans donc, une volonté d'étendre la révolution prolétarienne à l'ensemble de la planète pour créer une société sans classe, sans oppression.

Oui, la lutte révolutionaire pour l'instauration du communisme vaut la peine d'être menée car, c'est elle seule qui peut permettre au monde de ne pas sombrer dans l'anarchie capitaliste. Les crises économiques, les guerres, les millions d'êtres humains que le capitalisme affame tout cela peut conduire le monde à sa perte ou à de grandes destructions. Mais pour mener cette lutte révolutionnaire il faut renouer avec les véritables traditions révolutionnaires, celles de Lénine, de Trotsky, des bolchéviques russes.

Cela suppose bien sûr une lutte acharnée contre le système capitaliste mais aussi contre les monstruosités, les défis à la dignité et à la conscience humaine que constituent le système capitaliste actuel mais aussi le système de Moscou qui, sous couvert de communisme, commet les pires forfaits contre l'humanité.

Renouer avec la tradition de «l'Octobre russe», c'est contribuer à créer de nouveaux partis communistes révolutionnaires, de nouvelles générations de révolutionnaires pour qui la révolution d'octobre 17 ne sera pas seulement une belle page d'histoire, mais un exemple pour préparer d'autres révolutions ouvrières qui sont les gages d'un monde nouveau.

Pierre Jean Christophe.

USA : ÉLECTIONS LÉGISLATIVES : ÉCHEC RELATIF POUR REAGAN, EXPRESSION DU MECONTENTEMENT POPULAIRE

Les élections législatives se déroulent aux États Unis et selon les derniers résultats, les Républicains, parti du président Reagan, ont perdu des sièges par rapport au parti démocrate.

Ces deux partis ne proposent pas une politique vraiment différente l'un de l'autre. Ce sont deux partis dirigés par la bourgeoisie américaine qui dispose ainsi d'une alternative électorale sans pour autant modifier vraiment sa politique.

Cependant, le fait que les voix des électeurs se soient portées davantage sur les candidats démocrates, surtout en ce qui concerne les gouverneurs des États, 33 postes de gouverneur aux démocrates, et 17 aux républicains, montre le mécontentement de la population dû à la politique d'austérité de Reagan vis à vis des travailleurs . Le pourcentage d'abstention est lui aussi très important, ce qui semble montrer que de plus en plus, la population défavorisée des États-Unis n'attend guère de changement à son sort de l'alternative des démocrates et républicains.

Et les problèmes se font de plus en plus nombreux et plus inquiétants pour les pauvres aux États-Unis. Dans ce pays capitaliste, le plus riche du monde, la crise économique devient de plus en plus profonde. Les usines ferment, surtout dans les plus anciennes régions industrielles, où on trouve essentiellement une industrie automobile.

Dans l'État du Michigan, où sont implantées les plus importantes industries automobiles, Ford, Chrysler, General Motors, le nombre de chômeurs est considérable : 15,9 % de chômeurs dans cet État selon les données officielles, bien plus en réalité car beaucoup ont même abandonné la recherche d'un travail. Il en va de même en Alabama, où on compte 14 % de la population active en chômage.

Le chômage, la misère aux USA touche avant tout la population noire, qui est de loin la plus défavorisée. Dans certaines villes, c'est la quasi totalité des jeunes noirs de moins de 25 ans qui sont sans travail, et vivent au hasard des petits travaux et de la criminalité.

Dans une ville comme New-York, qui représente pour la population mondiale le symbole du grand pays capitaliste que sont les USA, les files d'attente devant les soupes populaires s'allongent de façon notable, et révèlent l'importance du nombre des sans ressources. Ce spectacle a même évoqué pour certains journalistes la période de la crise de 1929, qui réduisit à la plus totale misère des millions de travailleurs dans le monde entier.

Face à cette situation de crise économique, la politique du président Reagan a été une politique ouverte de restrictions pour les pauvres et les travailleurs, avec des réductions et des suppressions des allocations sociales qui étaient précédemment accordées. Dans les faits, une telle politique signifie que des milliers de gens, particulièrement des Noirs, qui vivaient de ces allocations, ont été plongés dans la misère. C'est cette politique menée par Reagan qui explique aujourd'hui le recul des républicains.

D'autres signes sont aussi révélateurs de la crise qui atteint actuellement les États-Unis, des signes d'un autre ordre, tels que la révélation par certains journalistes qu'actuellement, le tiers des revenus agricoles aux USA proviendrait de la culture de la Marijuana. Signe d'abord que la petite bourgeoisie, (celle qui ne bénéficie pas forcément des mesures économiques prises par Reagan), mais aussi des capitalistes en quête d'un secteur lucratif, investissent dans la culture de la drogue, qui se vend bien en période de crise. Une grande partie de la population réduite à la pauvreté par la crise, fait usage de cette drogue quand ce n'est pas de drogues plus dangeureuses, ce qui permet aux classes dirigeantes un enrichissement soi-disant illégal, mais non négligeable. Le gouvernement bien sûr ferme les yeux, bien que le commerce de la drogue soit illégal.

Quand la bourgeoisie plonge le monde dans la crise, un gouvernement de cette même bourgeoisie, qu'il soit démocrate ou républicain, ne peut proposer dans un premier temps que le racket des pauvres et des travailleurs au profit des classes dirigeantes, puis des solutions plus radicales, la guerre en particulier, que les dirigeants Américains préparent efficacement. La plupart des grandes industries ayant leur secteur «d'armement».

Compte tenu de cette situation, démocrates et républicains ne proposeront pas des solutions fondamentalemnent différentes. C'est dans le renversement de cette bourgeoisie que les pauvres des États-Unis et en premier lieu les Noirs, parce qu'ils sont les plus défavorisés, peuvent trouver la seule solution possible à la misère.

ESPAGNE : LA GAUCHE AU POUVOIR. UNE GAUCHE DONT LES CAPITALISTES N'ONT VRAIMENT RIEN A CRAINDRE

Les élections législatives espagnoles ont donné au "parti socialiste ouvrier espagnol" la majorité absolue. C'est donc ce parti qui gouvernera le pays.

Encore un pays européen à voir la gauche arriver au gouvernement. Encore une fois elle est arrivée avec beaucoup de promesses pour les travailleurs et encore une fois elle décevra les travailleurs qui ont voté pour elle.

Parce que, en Espagne, comme partout ailleurs dans le monde aujourd'hui, c'est la crise. Pour 37 millions d'habitants, l'Espagne compte plus de deux millions de chômeurs. Les prix augmentent beaucoup et les salaires ne suivent pas. Alors, naturellement quand le parti socialiste espagnol propose de lutter pour diminuer le chômage ou pour que les salaires soient indéxés sur les prix, les travailleurs votent pour lui.

Mais il y a des gens qui sont encore plus satisfaits que les travailleurs de la victoire du parti socialiste, ce sont les patrons espagnols. Ils savent déjà que le parti socialiste n'attaquera pas leurs privilèges.

Ses dirigeants ont même déclaré que Mitterrand est allé trop loin dans les réformes depuis qu'il est au pouvoir. Déjà en France, nous n'avons pas vu de grands changements et aux Antilles n'en parlons pas. En Espagne, les patrons peuvent espérer, et les socialistes les en avertissent déjà, continuer à exploiter les travailleurs en toute quiétude.

Plus tranquillement encore que du temps de la droite, parce que, avec la droite, les syndicats et les partis de gauche faisaient semblant d'appeler les travailleurs à la lutte. Mais lorsque la gauche arrive au pouvoir, ces mêmes gens appelent les travailleurs à patienter à ne pas faire la grève.

Alors, l'arrivée de la gauche au gouvernement en Espagne comme dans d'autres pays, c'est une bonne affaire pour les capitalistes quand il y a crise.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.
Commission paritaire
N° 51728